

LA VIA CAMPESINA RAPPORT ANNUEL 2015



MAI 2016



La Via Campesina

Rapport Annuel 2015



La Via Campesina

Mouvement paysan international

Secrétariat international:

Stand No 197A, Smuts Road Prospect

Waterfalls – Harare- Zimbabwe

e-mail : viacampesina@viacampesina.org

website : www.viacampesina.org et tv.viacampesina.org

Photo de couverture :

Manifestation des paysannes et paysans du monde entier au sommet climatique de la COP 21 à Paris en décembre 2015.

Table des Matières

1. Introduction : La Via Campesina en 2015	1
2. La Via Campesina en mouvement	3
3. La Via Campesina autour du globe : les temps forts dans les régions	7
4. Les Droits paysans: reconnaissance officielle et solidarité internationale	14
5. Agroécologie, Semences paysannes & Biodiversité: pour la Souveraineté alimentaire et la Terre Mère	18
6. La lutte pour la terre, l'eau et les territoires	22
7. Migrations et travailleurs salariés	26
8. Lutttes contre l'Organisation Mondiale du Commerce et les Accords de libre-échange	29
9. Justice environnementale et Climat : mobilisation de masse à Paris	33
Annexe 1 : Liste des principales publications et vidéos	37
Annexe 2 : Calendrier 2015 - Liste des principales activités (internationales et régionales)	40



Des paysans et paysannes du monde entier manifestent contre l'OMC et les Accords de libre-échange (ALC) dont le Partenariat transpacifique (TPP), à la réunion ministérielle de l'OMC, à Nairobi.

1

Introduction

2015 : Lutttes contre le libre-échange et pour la justice climatique et sociale



Lors de la mobilisation massive de la COP21, la Via Campesina avec d'autres organisations a lancé un appel demandant la fin des grandes industries agro-alimentaires qui menacent la planète et a appelé à la promotion de l'agroécologie et l'agriculture paysanne.

L'agriculture paysanne est constamment l'objet d'une offensive de la part des entreprises transnationales qui accaparent nos terres et nos ressources, imposent un mode de production basé sur des intrants chimiques et les semences industrielles, et réalisent des bénéfices de leurs filières agroalimentaires ainsi délocalisées. Des millions de paysans et de paysannes se retrouvent sans terre, sans aucun soutien de la part de leurs gouvernements et sont obligés de quitter leurs communautés pour aller chercher ailleurs un emploi pour survivre. Ceux qui résistent font l'objet de représailles et sont parfois assassinés. En 2015, nous avons dénoncé des menaces de mort, des passages à tabac et même des assassinats contre des paysans membres de La Via Campesina de Corée, Turquie, Pologne, Colombie, Palestine, Brésil, Guatemala, Argentine, Inde, Thaïlande et Honduras.

Pour autant, les organisations paysannes membres de La Via Campesina ont continué à s'opposer à l'agro-industrie, aux politiques agressives néolibérales et aux gouvernements qui appuient ce système alimentaire et ce modèle économique qui ne peuvent durer.

La lutte contre les politiques de libre-échange

Les luttes contre l'OMC et les Accords de libre-échange ont repris de plus belle. Cette lutte historique pour le mouvement paysan avait été moins prioritaire et mobilisatrice ces dernières années. En 2015, de nombreux membres de La Via Campesina se sont mobilisés contre les accords actuels en cours de négociation dont l'Accord économique et commercial global (CETA/AECG) entre l'UE et le Canada, le partenariat Trans-pacifique (TPP) entre les pays riverains du Pacifique, et le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), et en particulier contre leurs mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) considérés comme non démocratiques par nos membres. Les leaders de La Via Campesina ont même lancé un appel pour protester contre ces accords de libre-échange pour le 17 avril, Journée internationale des luttes paysannes, au cours de laquelle des centaines d'actions ont été programmées partout dans le monde. Lors de sa Xème Conférence ministérielle de l'OMC, La Via Campesina a également participé à la grande manifestation de Nairobi visant à remettre en question la crédibilité de l'organisation..

De nombreuses organisations de paysans de l'Union Européenne, des Etats-Unis, d'Asie et d'Afrique ont aussi protesté contre la baisse du prix du lait payé aux producteurs. La libéralisation extrême du marché du lait et les politiques en faveur de l'industrie conduisent les petits et moyens producteurs laitiers à la faillite et même au suicide. La Via Campesina a protesté contre ces politiques commerciales et tous ses membres ont continué à développer des alternatives locales pour y résister. La transformation et la commercialisation locales, la vente directe aux consommateurs permettent ainsi aux paysans de fournir aux

citoyens locaux une alimentation saine et à un prix équitable.

Souveraineté alimentaire et justice climatique

En 2015, la justice climatique s'est trouvée au cœur des mobilisations de La Via Campesina, du fait de la tenue en décembre à Paris de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique (COP21). Depuis la COP13 en 2007 à Bali en Indonésie, La Via Campesina affirme que l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire sont les principales solutions au changement climatique. Toute l'année, des paysans européens et du monde entier se sont mobilisés pour que l'agriculture paysanne soit prise en compte dans les débats à Paris et au sein de plusieurs autres espaces politiques .

Agroécologie: promotion de nos alternatives

En 2015, loin des protestations de rue et de la scène publique, La Via Campesina a également travaillé au développement de l'agroécologie dans le monde entier. Une douzaine de réunions internationales ont eu lieu dans diverses régions dans le but d'améliorer la compréhension collective de ce qu'est l'agroécologie, de partager des pratiques agricoles et de développer le réseau des écoles agroécologiques au sein du mouvement.

Les écoles d'agroécologie paysanne des organisations membres de La Via Campesina et des régions se sont consolidées et ont vu leur nombre augmenter. Nous estimons qu'il existe actuellement au moins 70 écoles agroécologiques dans le monde.

En faisant avancer l'agroécologie et la souveraineté alimentaire sur le terrain, La Via Campesina construit un avenir fondé sur les besoins des peuples et sur la justice.

Elizabeth Mpofo
Coordinatrice générale
La Via Campesina

2

La Via Campesina en mouvement

La Via Campesina (LVC) est un mouvement international qui défend l'agriculture paysanne agroécologique à des fins de promotion de la justice sociale et de la dignité. LVC rassemble des millions de paysannes et paysans, de producteurs à petite et moyenne échelle, de paysans sans terre, de membres des peuples autochtones, de migrants, de travailleurs ruraux et de jeunes venant du monde entier. Nous travaillons à rendre effective la Souveraineté alimentaire et luttons contre le système capitaliste néolibéral, le modèle de production agricole axé sur les exportations, dépendant des intrants agrochimiques et contrôlé par le monde des affaires ainsi que contre toute forme d'exploitation, de subordination et de déplacement.



La Via Campesina est un mouvement construit et dirigé par des femmes, des jeunes et des hommes - tous paysans venant du monde entier.

La Via Campesina compte à présent 164 organisations membres dans 73 pays. Les décisions les plus importantes sont prises lors de la Conférence internationale, moment où tous les membres s'accordent sur les stratégies principales pour les quatre années suivantes. La dernière Conférence s'est tenue à Jakarta en juin 2013 et la prochaine, la VII^{ème} Conférence de La Via Campesina, est prévue au Pays Basque en juillet 2017.

Les 8 Collectifs thématiques

Des équipes composées de membres venant de régions différentes, assurent le suivi du travail sur des questions spécifiques et préparent les décisions que le Comité de coordination international prendra.

1. Les Droits paysans (plus d'informations page 14)
2. Semences, biodiversité, agriculture paysanne durable et agroécologie (+ Campagne sur les semences) (plus d'informations page 19)
3. Terre, Eau et Territoires (+ Campagne sur la réforme agraire) (plus d'informations page 22)
4. Entreprises internationales (+ Campagne contre les intrants agricoles toxiques) (plus d'informations page 24)
5. Migrations et travailleurs salariés (plus d'informations page 26)
6. Lutte contre l'Organisation Mondiale du Commerce et les Accords de libre-échange (plus d'informations page 29)
7. Climat et Justice environnementale (plus d'informations page 33)
8. Politiques publiques nationales et internationales pour la souveraineté alimentaire

Un mouvement en croissance

Le mouvement est organisé en neuf entités régionales de par le monde. Ces entités

régionales représentent l'expression la plus importante des organisations membres et assure le lien avec la coordination internationale. Chaque région délègue une femme et un homme au Comité de coordination internationale (CCI) qui assume la direction politique du mouvement entre les Conférences. En outre, un jeune par continent est également représenté au CCI.

Actuellement, les neuf entités régionales composant le mouvement sont :

- L'Amérique du Nord
- L'Amérique centrale
- Les Caraïbes
- L'Amérique du Sud
- L'Europe
- L'Asie de Sud
- L'Asie du Sud- Est et de l'Est
- L'Afrique Australe et l'Afrique de l'Est (Afrique 1)
- L'Afrique de l'Ouest et Centrale (Afrique 2)

En 2015, La Via Campesina a continué à établir des relations avec les organisations du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Un séminaire a eu lieu en Turquie en novembre avec pour objectif de rassembler les organisations paysannes de la région MENA afin de créer les bases de leur participation à La Via Campesina. Les organisations des pays suivants étaient représentées : Palestine, Maroc, Égypte, Tunisie, Syrie et le peuple Kurde de Kobane. Elles ont rencontré notre organisation membre turque Ciftçi-sen ainsi que des membres du Comité de Coordination internationale du mouvement qui ont présenté les valeurs principales et les principes qui orientent le travail de La Via Campesina. L'organisation palestinienne, l'Union des travailleurs agricoles (UAWC), est devenue le premier membre de cette région à intégrer La Via Campesina en 2013. L'organisation des paysans turcs Ciftçi-sen est membre de la région Europe depuis longtemps et soutient activement ce processus émergent. Le défi principal maintenant est d'identifier les organisations et les groupes paysans qui sont en accord avec les principes de La Via Campesina et d'établir une collaboration avec

eux dans une région dévastée par la guerre. Ce séminaire a succédé à trois rencontres préalables, qui ont eues lieu pendant le Forum social mondial en 2013 et en 2015 et lors du séminaire de La Via Campesina à Agadir de mars 2014, organisé par la Fédération nationale du secteur agricole du Maroc (FNSA).

Les participants du séminaire en Turquie se sont mis d'accord pour construire des relations avec les organisations paysannes de la région et proposer l'intégration de certaines d'entre elles lors de la VII^{ème} Conférence internationale en 2017.

Quand plusieurs organisations adhèrent au mouvement, la discussion sur la création d'une nouvelle région peut commencer. Tous sont d'accord sur le fait que vues l'importance et les complexités de la région MENA, il ne faut pas précipiter le processus d'intégration.



En 2015, les jeunes ont renforcé leur participation dans le comité de coordination international de la Via Campesina.

Femmes et Jeunes

Les femmes et les jeunes du mouvement ont chacun, au sein du mouvement, une organisation qui leur est propre, et qui transcendent les régions. Ces organisations transversales leur permettent de faciliter leur participation et de défendre leurs intérêts et les problématiques qui leur sont propres au sein du mouvement. Longtemps et encore souvent marginalisés, les femmes et les jeunes sont ainsi mieux entendus. e.

La parité entre les hommes et les femmes et la reconnaissance de la participation des jeunes fait partie intégrante des valeurs et du règlement de La Via Campesina. Cependant, beaucoup reste à faire pour que ces principes soient pleinement appliqués au quotidien.

Jeunes

Au niveau international, les jeunes paysans ont lutté pour être mieux représentés dans la structure du mouvement. L'intégration d'un jeune paysan par continent dans le Comité de Coordination internationale (CCI) a été approuvée en 2013. Cela a permis à de jeunes leaders d'entrer dans l'équipe de direction et de commencer à jouer un rôle important dans les réunions bisannuelles. Cependant, en 2014 et en 2015, les entités régionales de l'un des quatre continents n'ont pas participé activement à ce processus de délégation/représentation des jeunes en ne

désignant personne pour intégrer le CCI. La participation des jeunes dans le processus international reste difficile car les jeunes n'ont pas toujours le soutien

suffisant pour remplir leur mandat international.

Pendant l'année 2015, l'organisation des jeunes a communiqué régulièrement par skype et par e-mails et a envoyé de jeunes délégués aux mobilisations les plus importantes. Ils se sont assurés également que le bulletin Nyéléni sur les jeunes soit traduit en arabe, en turc et en kurde, imprimé et distribué dans les régions du MENA. Pour équilibrer la tendance des organisations à envoyer exclusivement des leaders expérimentés aux activités internationales, des fonds spécifiques ont été alloués pour la participation des jeunes lorsque cela était possible.

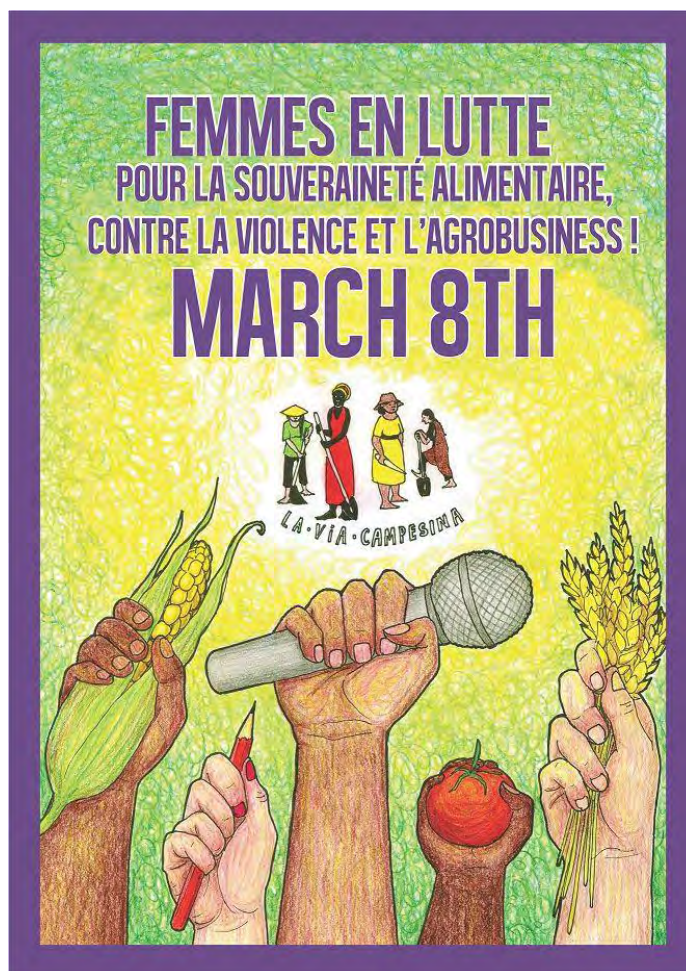
Au niveau régional ou niveau national, des rassemblements de jeunes paysans ont été organisés en Asie du Sud, en Europe, en Amérique latine, en Afrique de l'Est et en Afrique Australe.

Ces rassemblements donnent énergie et force aux jeunes paysans et paysannes pour diriger des mobilisations et des actions et pour faire naître de nouvelles valeurs dans le mouvement. La forte participation des jeunes aux mobilisations de la COP21 pour la justice climatique à Paris est une preuve qu'une nouvelle génération de La Via Campesina émerge.

Femmes

L'organisation des femmes a également facilité la participation des femmes dans des activités de La Via Campesina et s'est mobilisée activement le 8 mars (journée internationale des femmes) et le 25 novembre (journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes). Le 8 mars, nous avons publié une déclaration intitulée : « Les femmes luttent pour la souveraineté alimentaire, contre la violence et l'agriculture industrielle » et une autre le 25 novembre, « La Via Campesina lutte contre le féminicide, la violence faite aux femmes et l'agriculture industrielle » et Pendant toute l'année, mais plus spécialement à ces dates, les membres ont organisé des actions en défense des droits des femmes du Japon au Mozambique et du Brésil à la Palestine (1).

Dans le cadre de la campagne de La Via Campesina, pour mettre fin à la violence faite aux femmes, deux témoignages ont été publiés le 25 novembre. En Autriche, l'organisation paysanne OBV lutte contre la discrimination économique qui touche les paysannes quant à la propriété de leur ferme. En Thaïlande, une communauté de peuples des forêts, l'Assemblée des Pauvres s'est jointe au



mouvement paysan, dans leur lutte pour récupérer leur terre. De nombreux membres masculins de la communauté avaient émigré vers les villes à la recherche d'un emploi, ce sont les femmes qui ont repris la lutte politique en plus de leurs tâches domestiques et économiques et de la double charge de travail qu'elles doivent assumer en l'absence de leurs compagnons masculins.

En 2015, le rapport de la III^{ème} Assemblée des Femmes de La Via Campesina a été publié en trois langues pour être utilisé par les différentes régions du mouvement.

La question de la diversité a émergé cette année, dans nombre d'organisations du mouvement, avec des activités et des débats sur la reconnaissance des gays, lesbiennes et transsexuels dans les organisations paysannes.

(1) Une liste de ces activités et des témoignages est disponible dans la section Femmes de www.viacampesina.org



3

La Via Campesina dans le monde : les temps forts dans les régions

Parmi toutes les activités organisées par les régions de la Via Campesina, nous avons sélectionné un événement par région, celui qui a mobilisé le plus d'énergie et d'enthousiasme dans notre mouvement.

1. Afrique Australe et de l'Est (Afrique 1)

Les paysans africains s'unissent contre les entreprises transnationales

Plus de 40 paysans et membres de la société civile, femmes et hommes, du Mozambique, de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe, de la Tanzanie et de la Côte d'Ivoire se sont réunis à Maputo, Mozambique, du 17 au 20 février 2015, pour discuter de l'activité des transnationales et examiner comment elles portent atteinte à leurs moyens d'existence en tant que paysans et travailleurs agricoles. Ce séminaire régional a émis une déclaration

où les paysans demandent à leurs gouvernements de :

1. Traduire en justice les entreprises lorsqu'elles ne respectent pas les lois nationales. Il est urgent de mettre fin à l'état d'impunité actuel.
2. Mettre fin à l'agriculture industrielle qui, du fait des niveaux élevés d'utilisation de produits chimiques à base de pétrole, provoque des pollutions et contribue au changement climatique.

Les organisations ont renouvelé leur engagement à pratiquer l'agroécologie et rendre effective la Souveraineté alimentaire et à mener les actions suivantes:

- Résister aux transnationales qui accaparent leurs terres

- Exiger des Lois foncières et semencières qui défendent nettement les droits des paysans et l'agriculture paysanne
- Demander aux gouvernements de dépenser 10% de leur budget en faveur des paysans
- Préparer un document expliquant clairement comment les paysans peuvent survivre au niveau national et régional (survie conditionnée au
- Le refus de soutenir l'implantation et les activités des entreprises transnationales).

La région, conjointement à ses alliés, a participé à deux événements importants dans cette lutte contre les transnationales. Tout d'abord à Gaborone au Botswana, pendant le Sommet des Chefs d'Etat de la SADC, en août, et en décembre, à Nairobi au Kenya en participant à la campagne pour mettre fin à l'OMC.

(telles que les cultures intercalaires, la pêche traditionnelle et le pastoralisme nomade, l'intégration des cultures, arbres, élevage et pêche, le fumier, le compost, les semences locales et les races animales...) sont fondées sur les principes de l'écologie comme l'amendement des sols, le recyclage des nutriments, la gestion dynamique de la biodiversité et la conservation de l'énergie à différentes échelles. Suivre des pratiques agroécologiques conduit à réduire de façon drastique l'utilisation d'intrants achetés à l'industrie et à rejeter l'utilisation des produits agro-toxiques, des hormones artificielles, des OGM et autres nouvelles technologies nuisibles. Les participants ont conclu que l'agroécologie était politique. Elle nous demande de remettre en question et transformer nos structures et l'organisation des pouvoirs dans la société. "Nous devons remettre le contrôle des semences, de la biodiversité, du foncier et des territoires, des eaux, des savoirs, de la culture et des biens communs entre les mains des peuples qui nourrissent le monde", conclut la déclaration. Le Forum a défini des stratégies pour aller de l'avant en soulignant l'importance de construire des alliances entre les mouvements sociaux, d'élaborer des politiques spécifiques qui favorisent l'agroécologie, de mettre en place des économies locales au lieu de marchés mondiaux et de reconnaître le rôle central des femmes dans ce processus. (Voir page 18)

2. Afrique de l'Ouest et Centrale (Afrique 2)

Forum international sur l'agroécologie au Mali

Plus de 300 délégués se sont réunis au Mali dans le Centre Nyéléni de Sélingué, du 24 au 27 février 2015, afin de poser les termes d'une définition commune du concept d'agroécologie, en tant qu'élément fondamental dans la mise en oeuvre de la Souveraineté alimentaire, mais aussi de développer des stratégies conjointes pour promouvoir l'agroécologie et empêcher toute forme de récupération du concept. Les participants venaient de diverses organisations et mouvements internationaux de producteurs à petite échelle, de consommateurs, y compris de peuples autochtones, communautés de chasseurs et de cueilleurs, agriculteurs familiaux, travailleurs ruraux, éleveurs et pastoralistes, artisans pêcheurs et citoyens. L'assemblée a déclaré que l'agroécologie était capitale pour résister au système économique qui place le profit au-dessus de la vie. Les pratiques de production de l'agroécologie



Participation des femmes au Forum international pour l'agroécologie au Mali.

3. Asie du Sud

Formation en Agriculture naturelle zéro budget à Amritha Bhoomi, réunion régionale sur l'agroécologie et les semences, octobre 2015 : L'Ecole agroécologique Amritha Bhoomi (Membre du réseau des écoles agroécologiques de La Via Campesina) a organisé un atelier sur le thème de l'agriculture naturelle zéro budget, du 28 octobre au 5 novembre 2015. Plus de 50 personnes ont participé à cette formation, en provenance non seulement d'Asie du Sud mais aussi d'Afrique, d'Asie du Sud-est, des Caraïbes et d'Amérique du Sud.

L'agriculture naturelle zéro budget (ZBNF en anglais) est une méthode d'agroécologie développée par Shri Subash Palekar comme alternative à l'agriculture chimique et à la monoculture. Elle se traduit par la mise en place de cultures densément intercalées et une production locale de culture microbienne appelée Jeevan Amrutha. Compte-tenu de son efficacité, cette méthode a convaincu des milliers de paysans dans toute l'Inde, et en particulier au Karnataka, grâce à la coopération locale de l'organisation paysanne KRRS, membre de La Via Campesina. En effet, les membres de La Via Campesina encouragent la pratique de la ZBNF non seulement parce qu'il s'agit d'une agriculture écologique mais aussi d'une agriculture paysanne. Ce type d'agriculture est particulièrement importante dans un Etat où la fréquence des suicides de paysans désespérés est devenue alarmante. Suite à cette formation de cinq jours, une réunion internationale de deux jours a été organisée sur la promotion de l'agriculture paysanne. Les conclusions ont été qu' "il était maintenant de notre devoir de transposer les méthodes de ZBNF dans nos contextes agricoles et de diffuser nos connaissances dans nos mouvements. » Par exemple, au Sri Lanka, MONLAR, membre de La Via Campesina, a déjà partagé, avec d'autres organisations locales, les réussites du ZBNF dans leur pays via la traduction de livres dans la langue locale, la validation des principes ZBNF par la recherche scientifique et indépendante,

la diffusion des techniques ZBNF auprès des paysans et paysannes, y compris des paysannes sans terre travaillant dans les plantations de thé. « Pour mener à bien ce plan, nous nous sommes engagés à organiser d'autres ateliers de ce type au Bangladesh, en Inde du Nord et à publier et traduire d'autres livres sur la méthode ZBNF ".
(Voir page 19)



4. Asie de l'Est et du Sud-Est

Pour La Via Campesina, la région de l'Asie de l'Est et du Sud-Est a toujours joué un rôle important, prenant la tête, au niveau international, de l'opposition à l'OMC. En 2015, c'est à nouveau à partir de cette région que La Via Campesina a pris l'initiative de se mobiliser contre la X^{ème} Conférence Ministérielle de l'OMC qui a eu lieu en décembre à Nairobi au Kenya. Une cinquantaine de paysans de La Via Campesina de tous les continents se sont réunis au Kenya pour faire opposition à l'OMC, avec un groupe important de paysans de Corée. Le leadership était principalement composé de membres du mouvement coréens et indonésiens. Ils ont manifesté avec le slogan: "L'agriculture n'est pas votre commerce, c'est notre vie. Notre vie n'est pas à vendre. #ENDWTO. Que l'agriculture sorte de l'OMC."
(Voir page 29)



5. Amérique du Nord

Une réunion d'échange pour les promoteurs de l'agroécologie, la sagesse traditionnelle et le respect de la Terre Mère

Cette rencontre a été organisée conjointement par deux organisations membres de la Via Campesina Amérique du Nord, l'Association des travailleurs agricoles de Floride et la Coalition rurale.

L'Association des travailleurs agricoles de Floride et la Coalition rurale, organisations membre de La Via Campesina Amérique du Nord, **ont organisé la première réunion régionale paysan-à-paysan**, un échange collaboratif de bonnes pratiques pour les promoteurs de l'agroécologie, de sagesse traditionnelle et pour le respect de la Terre Mère. Cette réunion a eu lieu en Floride (Etats-Unis), du 13 au 16 février 2015, et a rassemblé 55 personnes de 19 organisations de 4 pays – Etats Unis, Canada, Porto Rico et Brésil. Les participants étaient des travailleurs agricoles, des agriculteurs familiaux et des paysans, ainsi que des membres du staff d'organisations membres de La Via Campesina, des ONG, des étudiants et universitaires, des interprètes et autres volontaires.

Cette réunion a permis de renforcer les engagements des participants envers l'agroécologie comme processus de transformation et de mise en œuvre de la souveraineté alimentaire et comme moyen de soigner et protéger la Terre Mère. Cela a

permis également de renforcer leur confiance dans le travail collectif comme fondement des luttes pour une justice sociale, économique, écologique et environnementale. Lorsque nous travaillons à partir de ces concepts et principes, nous créons des changements qui font que la terre et les peuples sont à nouveau harmonieusement connectés.

6. Amérique du Sud

VI^{ème} Congrès continental CLOC-VC

1200 délégués de 90 organisations de 21 pays d'Amérique Latine se sont réunis à l'occasion du VI^{ème} Congrès continental de la Coordination Latino-Américaine des Organisations paysannes – Via Campesina (CLOC-VC) à Buenos Aires en Argentine, du 10 au 17 avril 2015. La CLOC-VC est une organisation de paysans et paysannes, peuples premiers, afro-descendants, salarié(e)s du secteur agricole.

La Déclaration finale du Congrès de la CLOC-VC affirme: "Nous rejetons le patriarcat, le racisme, le sexisme et l'homophobie. Nous luttons pour une société plus démocratique et participative, libre de tout type de discrimination, oppression et exclusion des femmes et des jeunes. Nous condamnons toute forme de violence domestique, sociale, professionnelle et institutionnelle envers les femmes. Nous brandissons le drapeau de nos camarades féminines : le féminisme paysan et populaire est inclus dans notre horizon stratégique de transformation socialiste".

"Nous réaffirmons que la Réforme agraire intégrale et populaire, l'agriculture paysanne et autochtone fondée sur l'agroécologie sont les éléments indispensables de notre chemin vers la souveraineté alimentaire et le refroidissement de la planète, garantissant l'accès à la terre et à l'eau pour les femmes, les jeunes, les paysannes sans terre et permettant la récupération de leurs territoires par les peuples premiers et afro-descendants. Nous luttons également pour la reconnaissance de la fonction sociale de la terre et de l'eau,

l'interdiction de toute forme de spéculation et d'accaparement les affectant.
Nous nous engageons à défendre et maintenir vivantes nos semences paysannes et autochtones”

“Nous devons vaincre le modèle agricole imposé par les multinationales de l'agrobusiness qui, avec l'appui du capital financier international et en pratiquant une monoculture avec des OGM, fait un usage massif de pesticides, expulse les paysannes et les paysans de leurs champs. Il est le principal responsable des crises alimentaire, climatique, énergétique et de l'urbanisation.

Nous appelons à poursuivre les luttes inlassablement pour un monde libre d'OGM et de pesticides qui contaminent, rendent malades et tuent nos peuples et la Terre Mère. Nous résisterons ensemble avec les peuples et les communautés à l'extractivisme, les méga exploitations minières ainsi que tous les méga projets qui menacent nos territoires.” (...)



7. Amérique du Centrale

Programme de formations régionales

Formation de leaders, hommes et femmes
Aux mois de juin et de juillet, nous avons organisé deux ateliers régionaux dans l'Ecole de l'organisation paysanne ATC à Managua au Nicaragua. Soixante-deux leaders, hommes et femmes, des organisations membres de La Via

Campesina d'Amérique Centrale y ont participé. Il est à noter que les femmes ont représenté 52% du total des participants et les jeunes, 46% . La formation était axée sur le renforcement des capacités de leadership. Pour ce faire, les cours ont porté sur l'organisation paysanne, la question du genre dans les organisations, l'agroécologie et la souveraineté alimentaire, la cosmovision méso-américaine, la communication et les réseaux sociaux.

La formation a privilégié les principes de l'éducation populaire. Les facilitateurs-trices pour chaque thématique utilisaient diverses techniques en vue de faciliter le dialogue entre les formateurs et les participant-es afin que ces derniers ne soient pas seulement passifs en écoutant.

Pour cette méthode, les techniques ont été:

- Dynamiques de présentation, intégration, réflexion et analyse en groupe
- Vidéos et films portant sur les thématiques du cours
- Organisation de jeux de rôle (dramas sociaux)
- Théâtre de l'opprimé
- Discussion, analyse et exposé des travaux
- Travail pratique sur le terrain

Formation des Communicant-es

En juillet 2015, nous avons également organisé une formation pour les communicant-es afin de renforcer les capacités de communication de la Via Campesina en Amérique Centrale et d'établir les bases de la stratégie de communication de la région.

Objectifs spécifiques:

- Consolider le réseau de communicant-es
- Asseoir la formation politique, technique et idéologique des communicant-es
- Renforcer la diffusion la communication concernant les actions, les progrès et les défis des organisations de la région.
- Apprendre à gérer les ressources économiques pour mettre en œuvre les activités de communication.

8. Caraïbes

Vème Rencontre internationale sur l'Agroécologie, l'Agriculture durable et le Coopérativisme

Du 23 novembre au 5 décembre 2015, s'est tenue la "Vème Rencontre internationale sur l'Agroécologie, l'Agriculture durable et le Coopérativisme"; et par la suite, l' "Atelier sur la Méthodologie paysan-à-paysan".

Cet événement a eu lieu à Cuba sous la coordination de l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP) et a rassemblé des paysans et des paysannes de La Via Campesina de toutes les parties du monde.

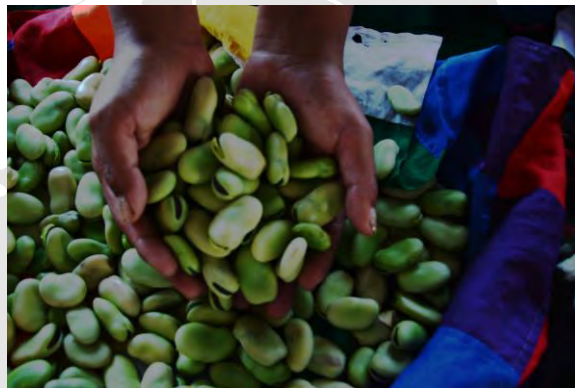
La rencontre a débuté par des visites de terrain dans différentes provinces du pays dans le but d'observer les méthodes de production in situ et de mesurer l'importance de la ré-appropriation des savoirs et des pratiques dans la transition vers l'agroécologie, système de production et de mode de vie où la participation de la famille en tant que telle est fondamentale.

Les jours suivants, le programme s'est poursuivi par des interventions selon les cinq axes thématiques suivants: 1.- L'agroécologie, l'agriculture familiale paysanne et autochtone et la Souveraineté alimentaire; 2.- Agrobiodiversité et semences; 3.-Impact social de l'agroécologie; 4.-Durabilité des fermes agroécologiques: une alternative au changement climatique; 5.-Réforme agraire et Coopérativisme. Enfin, des leaders de 19 pays ont participé à l'Atelier sur la méthodologie paysan-à-paysan afin d'échanger sur la pédagogie populaire et la pratique de l'ANAP dans ce domaine.

La programmation de l'atelier a également permis de visiter une ferme et une coopérative pour mieux connaître le système d'organisation dans l'action agroécologique. Nous avons effectué des exercices pour classer le type de fermes, diagnostiquer la participation rurale, organiser

méthodologiquement le processus d'apprentissage quant aux contenus, objectifs, formes d'organisation, méthodes, moyens, techniques participatives et système d'évaluation.

(Voir page 20)



9. Europe

Manifestation des producteurs laitiers

2015 a été une année particulièrement difficile pour les producteurs laitiers. La suppression du système de quota laitiers par l'Union Européenne (UE) en avril 2015 a intensifié l'augmentation continue d'une surproduction et, en conséquence, accéléré la chute des prix du lait, menant un nombre incalculable de producteurs à s'endetter ou à la faillite. Cela a poussé les producteurs laitiers à se mobiliser pour se faire entendre. Dans ce contexte, la Coordination européenne Via Campesina (ECVC) et ses membres se sont joints en septembre à l'European Milk Board (EMB) pour une grande manifestation à Bruxelles. Le nombre important de participants à cette manifestation a été particulièrement encourageant. Pour autant, on ne peut pas en dire de même en ce qui concerne la réponse politique – ou plutôt l'absence de réponse – reçue des institutions d'UE, à l'exception de certains groupes parlementaires qui ont invité ECVC en septembre à participer à la conférence qu'ils organisaient sur la crise du lait.

ECVC et ses organisations se sont mobilisées pendant toute l'année pour dénoncer cette suppression des quotas, en soulignant ses conséquences dramatiques. Ils ont demandé une analyse complète et honnête de la situation, faisant valoir qu'il est inacceptable d'éliminer des petits et moyens producteurs au profit de la spéculation et de l'intégration verticale du secteur laitier européen.

Les organisations de La Via Campesina exigent la réintroduction de la limitation et du contrôle de la production afin d'éliminer les surplus et de stabiliser le marché et les prix pour les paysans. Nous demandons également d'augmenter le prix de l'intervention publique aux coûts de production, afin qu'un réel filet de sécurité puisse exister à la fois pour les paysans et les consommateurs.



4

Les Droits paysans : reconnaissance officielle et solidarité internationale



Après de nombreuses consultations, la proposition soumise par La Via Campesina sur les droits des paysans inclut le droit à la vie et à un niveau de vie adéquat, le droit à la terre et aux territoires, aux semences, à l'information, à la justice et à l'égalité entre les hommes et les femmes.

En 2015, en dépit d'années de campagne pour obtenir une meilleure reconnaissance et une meilleure protection des droits paysans pour les hommes et les femmes, nous avons constaté une augmentation des déplacements, de la criminalisation et de la discrimination qui

affectent les paysans de par le monde. Ces violations sont principalement l'œuvre des intérêts capitalistes. Les entreprises transnationales enfreignent en permanence les droits fondamentaux en toute impunité alors que les personnes qui luttent pour la défense de leurs droits continuent à être criminalisées et parfois assassinées. L'accaparement des terres sous toutes ses formes se poursuit sur tous les continents. L'Organisation Mondiale du Commerce continue à empêcher de rendre effective la souveraineté alimentaire des paysans et les Accords de libre-échange (l'accord de partenariat Trans Pacifique, le Traité transatlantique d'investissement et de commerce et toutes les formes d'accords de libre-échange régionaux) empirent la situation désespérée de millions de familles paysannes dans le monde entier.

Les migrations prennent une ampleur inégalée, spécialement en Amérique latine, au Moyen Orient et en Afrique du Nord, à cause de la guerre en Syrie, en Irak et au Yémen et de l'instabilité politique et sociale en Afrique. Les conditions de vie et de travail des migrants dans les pays hôtes ne cessent de se dégrader.

Au niveau institutionnel, auprès de l'Organisation des Nations unies, le processus vers une déclaration des droits paysans a franchi une étape décisive en février 2015 quand la Bolivie a présenté la première version officielle, ce qui a permis d'entamer le processus de négociations gouvernementales. Les paysans délégués de LVC d'Argentine, du Nicaragua, d'Indonésie, du Sénégal, d'Afrique du Sud, de France, d'Espagne, d'Allemagne et de Suisse étaient rassemblés à Genève, pour promouvoir cette initiative majeure. Au préalable, un grand travail de plaidoyer avait été effectué par les organisations membres de La Via Campesina dans leurs pays respectifs en 2014 et 2015. Ce travail a réussi à convaincre un nombre croissant de gouvernements de soutenir l'initiative. Les pays européens ont décidé de s'abstenir alors que précédemment ils avaient voté contre, et le Japon, la Corée et tous les pays africains soutenaient la proposition. Sur un total de 47 gouvernements, 31 ont voté en faveur et 15 se sont abstenus, un seul, les États-Unis, a voté contre la résolution qui reconfirmait le mandat du Conseil.

C'est une étape essentielle sur la longue route vers la création d'un instrument juridique international qui protège les droits paysans (voir encadré 1). Après en avoir discuté en interne, pendant plusieurs années, La Via Campesina a soumis une première proposition en 2008 au Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies pour que les droits paysans –

des hommes et des femmes - soient officiellement reconnus. Cela inclut le droit à la vie, à un niveau de vie adéquat, le droit à la terre et au territoire, aux semences, à l'information, à la justice, et à l'égalité entre les hommes et les femmes (1). Le mouvement paysan international voit l'utilisation de ce mécanisme des droits humains des Nations unies comme une stratégie afin de légitimer la lutte des paysans et de soutenir les luttes locales partout dans le monde. La *déclaration sur les droits paysans et autres personnes travaillant dans des zones rurales*, si elle est adoptée, sera un nouvel outil pour la défense des vies et des terres des paysans.

Une délégation européenne de La Via Campesina s'est rassemblée à Genève en juin 2015 pour une semaine de formation sur la manière de faire pression sur les gouvernements nationaux afin qu'ils soutiennent la déclaration. D'autres représentants de La Via Campesina ont également assisté à la 30^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, en septembre, pour suivre le processus. Le mouvement doit désormais se confronter à la réticence de certains Etats à soutenir l'initiative, mais également à la rédaction du texte même. La déclaration devrait refléter les demandes radicales de notre mouvement pour défendre nos droits et ne pas être affaiblie. La prochaine étape sera la négociation de l'avant-projet de déclaration en mai 2016 dans la réunion du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée (GTICNL) où les membres de La Via Campesina, devant cette institution onusienne, présentera les réalités des violations des droits humains auxquelles les paysans sont confrontés au quotidien.

Encadré 1: Processus vers une Déclaration sur les Droits des paysans

- 2001 : L'organisation indonésienne Serikat Petani présente à La Via Campesina la première initiative des droits paysans ;
- 2001-7 : Une consultation plus étendue sur l'avant-projet des Droits paysans est initiée au sein de LVC ;
- 2005-7 : De nombreuses lacunes en jurisprudence sur les Droits humains sont comblées dans ce processus. Des discussions officielles consolident l'initiative pour une " Déclaration sur les Droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales" et en même temps créent une Convention internationale sur les Droits des paysans.
- 2008: Conférence internationale sur les Droits des paysans vers la convention internationale tenue à Jakarta, en Indonésie. La Charte des Droits des paysans est approuvée par LVC en 2008 à Maputo et ouvre la voie d'une revendication pour une Déclaration des Nations unies. L'avant-projet des Droits des paysans est soumis au Conseil des Nations unies.
- 2010 : La résolution 13/4 remplace la terminologie explicite de « droits des paysans » par « droits des autres personnes travaillant dans des zones rurales »
- 2011 : Adoption en mars de « l'étude finale sur l'avancement des droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales » lors de la 19^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies.
- 2012 : Le président de la Bolivie, Evo Morales, présente l'avant-projet de déclaration sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales au Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies. L'adoption d'une résolution permet d'entamer le processus officiel et de créer un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée (GTICNL).
- 2012 : La résolution 21 / 19 du Conseil des Droits de l'Homme donne mandat (pour négocier, finaliser et soumettre la Déclaration) à une première session du GTICNL.
- 2014 : La résolution 26 / 26 du Conseil des Droits de l'Homme donne mandat au CTICNL pour négocier, finaliser et soumettre aux Nations unies une première version de la Déclaration sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales.
- 2015 : 1^{ère} version officielle de la Déclaration des Nations unies sur les droits paysans est présentée par l'ambassadeur bolivien au groupe de travail intergouvernemental en février. En septembre, 47 gouvernements ont voté une résolution sur ce processus.
- 2016 : La 1^{ère} version de la Déclaration doit être négociée du 17 au 20 mai.

Le collectif international de La Via Campesina sur les droits des paysans travaille en étroite collaboration avec FIAN (Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et la nutrition) et avec le CETIM (Centre Europe et tiers monde).

D'autres organisations paysannes ont également pris part à ce travail, l'Alliance mondiale des peuples autochtones mobiles (WAMIP), l'IUTA (Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie – restauration, du tabac et des branches connexes), la Fédération internationale des mouvements d'adultes ruraux catholiques (FIMARC), l'Alliance internationale des Traités indiens, le Forum mondial des fédérations de pêcheurs (WFFP), ainsi que des ONG telles que le Centre

d'études légales et sociales (CELS).

En plus du travail sur la Déclaration des droits des paysans, La Via Campesina a organisé des campagnes de solidarité en 2015 pour soutenir les organisations membres dont les droits ont été enfreints dans plusieurs pays (2) :

Association des paysannes coréennes (KWPA) et la Ligue des paysans coréens (KPL) en Corée, l'Union des travailleurs agricoles de Palestine (UAWC), Cftçi-sen en Turquie, le 15^{ème} Jardin en Syrie, la Confédération paysanne en France, le MST au Brésil, l'Assemblée des Pauvres en Thaïlande, les organisations de LVC en Colombie, La Via Campesina au Honduras et le MNCI en Argentine. Ces événements rendent d'autant plus indispensable notre lutte pour une déclaration des Nations unies.

(1) La Déclaration de La Via Campesina est disponible en ligne: <https://viacampesina.net/downloads/PDF/FR-3.pdf>

(2) Des détails sur ces cas de violations des droits humains sont disponibles dans la section "Droits humains du site internet de La Via Campesina www.viacampesina.org

5

Agroécologie, Semences paysannes & Biodiversité: pour la Souveraineté alimentaire et la Terre Mère



Des millions de familles et de communautés agricoles ont travaillé à la création de centaines de plantes et de variétés de ces plantes. Les échanges réguliers de semences entre les villages et les peuples ont permis aux plantes de s'adapter à une variété de conditions, de climats et de topographies. C'est ce qui a permis à l'agriculture de s'étendre et de nourrir le monde avec une alimentation diversifiée.

Agroécologie

En février 2015, la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP) et La

Via Campesina, avec d'autres organisations membres du Comité international de planification pour la Souveraineté alimentaire (CIP), qui représente des paysans et paysannes, des agriculteurs familiaux, des paysans sans terre, des peuples autochtones, des chasseurs-cueilleurs, des artisans pêcheurs, des peuples nomades, des populations urbaines, des associations de consommateurs, ont organisé un Forum international sur l'Agroécologie à Nyéléni, au Mali. Ensemble nous avons produit la première déclaration commune à tous les secteurs sociaux sur les piliers et les principes de l'agroécologie. (1)

Tout comme à Nyéléni en 2007, lorsque la notion de souveraineté alimentaire a été élargie, approfondie et renforcée par le dialogue et la construction collective des secteurs sociaux du peuple et tout comme à Porto Alegre en 2006 avec la Réforme agraire, le Forum de Nyéléni en 2015 a marqué une étape importante car c'est la première fois que l'Agroécologie était autant discutée, et cette notion précisée grâce au dialogue et par les différents savoirs de nos peuples. En tant que peuples qui partagent le même système alimentaire et la Terre Mère et souvent les mêmes territoires, l'agroécologie est nôtre, élaborée à partir de nos savoirs ancestraux et ces dernières décennies enrichie par les expériences pratiques de nos mouvements et de nos organisations. Cette définition de l'agroécologie ne se limite pas à l'agriculture et aux pratiques agricoles, elle englobe également la diversité de la production alimentaire, les pratiques de cueillette et les modes de consommation. Mais l'agroécologie fait l'objet d'une appropriation et d'une récupération de la part d'acteurs institutionnels et du secteur privé qui utilisent le terme au profit de leurs pratiques comme l'« agriculture intelligente face au climat », l'« intensification durable » commerciale et « biologique », etc. Il s'agit d'un dévoiement de l'agroécologie et notre stratégie est de défendre, avec les autres mouvements populaires, l'agroécologie contre ces tentatives de cooptation tout en construisant concrètement des territoires d'agroécologie paysanne grâce à nos processus d'apprentissage et de formation.

En 2015, les écoles d'agroécologie paysanne des organisations membres et des régions de La Via Campesina se sont consolidées et ont augmenté en nombre. Nous estimons maintenant qu'il y a au moins 70 écoles de par le monde. Certaines écoles offrent une éducation officielle avec des diplômes reconnus officiellement au niveau secondaire et universitaire alors que d'autres se consacrent à la formation sans octroyer de diplômes officiels. Toutes allient formation technique et formation politique. De nouvelles écoles ou centres de formation sont ouverts régulièrement.

Nous travaillons à renforcer à la fois les écoles et les autres processus sociaux devant permettre de faire de l'agroécologie le fer de lance de la construction de la Souveraineté alimentaire. Ce renforcement s'appuie sur les échanges entre les organisations, les régions, les continents. Parmi ces échanges en 2015, il faut noter les visites de paysan-à-paysan pour découvrir l'agriculture naturelle à zéro budget en Inde et l'échange « campesino a campesino » de Cuba, ou encore la réunion d'échange organisé en Floride aux États-Unis. Nous avons publié un enseignement en ligne, multimédia, sur la méthodologie réussie de Cuba pour diffuser l'agroécologie.

Le "différend" actuel sur l'agroécologie oppose notre vision de l'agroécologie à une vision plus technique qui réduit l'agroécologie à une série de pratiques agricoles et qui tente ainsi de s'accommoder d'une production industrielle... Dans ce différend, nous défendons activement l'idée que l'agroécologie paysanne peut nourrir le monde et refroidir la planète. À cette fin, nous documentons, partageons et rendons publics les exemples d'agroécologie paysanne les mieux réussis au sein de La Via Campesina. En 2015, nous avons publié un manuel avec des exemples de tous les continents (2).

Dans le but de défendre et de promouvoir l'agroécologie paysanne, nous participons activement au tout nouveau processus de la FAO sur l'agroécologie. Après la Conférence d'experts de la FAO en septembre 2014, d'importantes délégations de La Via Campesina et du CIP ont participé et fortement contribué aux résultats favorables des consultations régionales de la FAO de 2015 qui ont eu lieu en Amérique latine, en Asie et en Afrique. L'un de ces résultats est un accord pour une collaboration concrète entre La Via Campesina et la FAO sur l'agroécologie.

Les défis les plus importants auxquels nous sommes confrontés sont autant de nature interne et externe. L'agroécologie se situe à un carrefour. Les institutions encouragent une vision étroite, purement technique, alors que nous défendons une vision plus large, plus politique basée sur l'agriculture paysanne.

Cette bataille pour obtenir une reconnaissance plus vaste de la part des gouvernements et des institutions internationales comme la FAO est essentielle, car cela permettra la mise en place des politiques publiques qui soutiennent l'agroécologie. Dans les prochaines années, les relations avec la FAO et le Directeur général actuel, José Graziano, seront donc cruciales. En interne, notre défi le plus important est d'identifier et d'apprendre à connaître toutes nos écoles et nos réseaux d'agroécologie pour mieux les renforcer.

Semences paysannes

intérêts de l'industrie semencière et de la biotechnologie.

Avant les événements sur le Traité sur les semences à Rome, nous avons eu une réunion de l'équipe de La Via Campesina qui travaille sur les semences, pendant laquelle un plan d'action concret a été développé. Nous avons également prévu une série de matériel d'étude sur les semences paysannes pour les écoles d'agroécologie.

En 2015 également, GRAIN et La Via Campesina ont publié un document « Les



Le travail relatif au Traité sur les semences a constitué la partie la plus importante de notre activité sur les semences en 2015. Nous avons pris part à deux réunions préparatoires gouvernementales et à une réunion de l'Organe directeur du Traité sur les semences à Rome. Le secteur privé s'efforce d'universaliser la biopiraterie par le biais du Traité ; c'est la raison pour laquelle nous avons publié un document qui explique notre position et vise à exercer une pression sur les pays avant la réunion de l'Organe directeur du Traité sur les semences en octobre 2016. Néanmoins, les termes de ce Traité ne nous satisfont pas tant il reste accaparé par les

législations semencières criminalisent les paysans » qui est devenu un instrument de mobilisation et décrit les nombreuses luttes pour les semences paysannes sur les quatre continents où sont présents des membres de La Via Campesina (3).

Il y a eu nombre d'activités sur les semences et de luttes contre les législations semencières dans plusieurs pays en 2015. « Les législations semencières Monsanto » ont été bloquées au Guatemala et au Ghana. Cette lutte contre les législations semencières régionales est devenue un sujet sensible spécialement en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

Dans notre travail sur les semences, nous rencontrons de nombreux problèmes car les législations passées de par le monde deviennent de plus en plus néfastes et le Traité sur les semences en ressort affaibli. Nous devons discuter de notre stratégie, intensifier et coordonner notre résistance contre de telles législations ainsi que contre les tentatives continues d'introduction d'Organismes

génétiquement modifiés (OGM). Nous devons continuer à nous mobiliser contre toutes les tentatives de lever l'interdiction sur la technologie Terminator. Nous devons aussi renforcer les systèmes paysans locaux dans le monde entier et leur permettre de se connecter à de plus larges réseaux avec la conviction que les semences paysannes constituent le fondement même de l'agroécologie.

(1) Déclaration du Forum du Mali: <http://viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/agriculture-paysanne-durable-mainmenu-42/1048-declaration-du-forum-international-sur-l-agroecologie>

(2) Agroécologie paysanne: <http://viacampesina.org/fr/images/stories/pdf/CUADERNO%207%20LVC%20FRANCES.compressed.pdf>

(3) Législation semencière: <http://viacampesina.org/fr/images/stories/pdf/lvc-grain-semencieres-qui-criminalisent-les-paysannes-et-les-paysans-resistances-et-lutttes.pdf>

6

La lutte pour la terre, l'eau et les territoires



La Via Campesina a participé aux luttes de la Convergence mondiale pour la terre et l'eau pendant les mobilisations de la société civile de la COP21.

Le droit des paysans à leur terre et à leur territoire a, de tout temps, été une demande centrale du mouvement paysan. La lutte des paysans pour avoir accès à la terre, pour protéger leurs terres contre les intérêts des grandes entreprises afin de permettre aux jeunes paysans et paysannes de s'établir sur une ferme, s'amplifie sur toute la planète, alors qu'en même temps, les offensives des entreprises transnationales pour accaparer la terre se font de plus en plus violentes.

Au sein de La Via Campesina, les axes de travail fondamentaux en matière de terre, eau et territoire, depuis la Conférence de Jakarta, comportent plusieurs volets : la mobilisation et la lutte pour la

construction d'un mouvement social pour la réforme agraire, le renforcement de la solidarité parmi nos membres, l'opposition aux initiatives de la Banque mondiale – spécialement relatives aux investissements dans l'agriculture et à la réforme agraire dirigés par le marché, le développement de politiques publiques sur la réforme agraire et la documentation d'expériences actuelles de réforme agraire. Le mouvement donne, donc, la priorité à la promotion d'un débat sur la réforme agraire, vise à organiser plus de missions de solidarité et rassemble des informations sur les conflits fonciers.

En 2015, le Collectif de La Via Campesina sur la terre, l'eau et les territoires s'est réuni à Rome du 30 janvier au 2 février. Douze délégués du Nicaragua, d'Espagne, du Mozambique, du Brésil, du Salvador, du Mali, de l'Indonésie, du Sri Lanka, de l'Italie et de la Belgique ont partagé leurs expériences en matière de luttes pour la terre dans toutes les régions du monde et ont réfléchi sur l'histoire de La Via Campesina relative aux revendications agraires. Ils ont également discuté des initiatives importantes pour les mois à venir, telles que la campagne contre l'accaparement des terres, l'utilisation des directives pour une gouvernance responsable des régimes fonciers et les missions de solidarité envers les organisations membres victimes de l'accaparement des terres et de la répression.

Les directives pour la gouvernance responsable des régimes fonciers : un outil pour l'organisation des bases

La promotion des « Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale » est considérée par notre mouvement comme un outil de lutte au niveau national et régional.

Adoptées par le Comité de sécurité alimentaire mondiale des Nations unies (CSA) en 2012, ces directives sont un instrument visant à contrôler la conduite des entreprises nationales et des grandes entreprises multinationales, des

gouvernements et des autres acteurs engagés dans la création de politiques publiques, de projets et programmes touchant aux ressources naturelles.

En se basant sur les expériences de différents pays, le Collectif de La Via Campesina a évalué que les directives sont utiles en tant qu'outil de lutte parmi d'autres stratégies dont l'occupation de terres. Des organisations membres de La Via Campesina au Mozambique, en Argentine, au Népal, ont organisé des formations pour aider les groupes locaux engagés dans des conflits fonciers à défendre leurs droits. D'autres pays ont exprimé leur intérêt dans ce nouvel instrument et cherchent à se l'approprier. Un manuel de formation a été publié. Le Collectif reconnaît que les conflits fonciers ont besoin d'une plus grande visibilité et d'utiliser l'instrument des directives pour résister aux expulsions.

Sur cette question, La Via Campesina travaille en étroite collaboration avec le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) à Rome, une alliance de producteurs à petite échelle, d'agriculteurs familiaux, d'artisans pêcheurs, d'éleveurs nomades, de peuples autochtones, de travailleurs ruraux et d'organisations de base, dont le but est de faire progresser la souveraineté alimentaire aux niveaux mondial et régional. Plusieurs réunions ont eu lieu à Rome en 2015 où La Via Campesina a pu faire avancer ses idées et propositions auprès des membres du CIP. La mise en œuvre des directives sur le foncier pour aider les populations locales à contrôler leurs propres ressources apparaît d'autant plus urgente que nous avons observé une dangereuse appropriation de cette initiative par le secteur privé qui pourrait mener à la légitimation de l'accaparement des terres. En décembre 2015, LVC s'est jointe à 50 mouvements sociaux, organisations de base et leurs alliés pour faire une déclaration dénonçant cette appropriation par le secteur des affaires des directives sur le foncier. Dans cette déclaration, LVC et ses alliés « observe[nt] avec inquiétude que certains Etats – avec certaines institutions onusiennes et organisations non

gouvernementales (ONG) – ne prennent pas en considération les droits et les besoins des plus marginalisés mais concentrent leurs efforts dans l'aide accordée aux entreprises et aux investisseurs privés qui utilisent les directives pour servir leurs intérêts commerciaux ». La déclaration condamne le fait que « Les ressources naturelles ne sont plus considérées comme une question de droits humains mais deviennent une question commerciale ; [et que sous couvert] de pluralité des parties prenante, les rôles des Etats et des entreprises sont confondus et qu'un illusoire « partenariat » veut mettre sur le même plan les entreprises et les communautés . »

Le travail sur les directives sur le foncier continuera à faire partie des outils de lutte du mouvement, et une réunion d'évaluation sera organisée sur ce sujet en juin 2016.

Mobilisation en Afrique

Lors du Forum social mondial de Tunis en mars 2015, une déclaration a été publiée appelant au renforcement de la Convergence des luttes pour la terre, l'eau en Afrique de l'Ouest sous le nom de « Droits à la terre et à l'eau, une lutte commune ». Elle dénonce le fait que « jusqu'à présent, plus de 200 millions d'hectares de terre ont été accaparés dans le monde par des entreprises privées, des gouvernements, des élites et des spéculateurs, souvent avec le soutien de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, du G8 et d'autres institutions et consortiums internationaux. L'appropriation de nos biens communs par une minorité mène à la concentration, à des expulsions forcées et à l'oppression des peuples ». Dans cette déclaration, un grand nombre d'organisations s'engagent dans une stratégie commune de lutte contre l'accaparement de la terre et de l'eau.

Missions de solidarité

Des missions de solidarité avec les victimes des conflits fonciers figurent parmi les activités que La Via Campesina a l'intention d'intensifier à l'avenir. En décembre 2015, une telle mission a pris place à Notre-Dame des Landes en France

où des terres agricoles sont menacées par la construction d'un grand aéroport, projet inutile pour la région. Une délégation d'environ 45 personnes membres de La Via Campesina, venant du monde entier, a rendu une visite de solidarité aux groupes qui occupent la terre. Cette visite a donné lieu à des échanges riches et empreints d'émotion sur la résistance contre les grands projets du monde entier. Une vidéo de cette visite est disponible sur [ViacampesinaTV](#).

Ces activités sur la réforme agraire et les territoires se traduiront par une mobilisation accrue en 2016 avec l'organisation de la conférence de La Via Campesina sur la réforme agraire au Brésil et une caravane en Afrique de l'Ouest organisée par la Convergence des luttes pour les droits à la terre, à l'eau et aux semences et l'agroécologie.

Stop aux entreprises transnationales!

L'année 2015 a vu augmenté la criminalisation des syndicalistes, des environmentalistes et des paysans qui luttent pour les droits humains et pour les droits de la nature. Rien qu'au Honduras, des centaines de paysannes et paysans ont été jugés pour avoir défendu leurs droits. Ces dernières années, nous avons également constaté une flambée d'incidents violents contre les environmentalistes.

Les crimes commis par les grandes entreprises transnationales (TNC) sont de plus en plus visibles, ils affectent les populations du monde entier.

En novembre 2015, les digues de deux barrages se sont rompues à Samarco au Brésil, tuant 17 personnes et causant un désastre environnemental. La société Vale et son partenaire sont légalement responsables. Le mouvement contre les grands barrages (MBA), membre brésilien de LVC, organise une campagne pour demander un soutien pour les victimes de ce crime.

En 2015, la société suisse agroindustrielle Syngenta a finalement été reconnue légalement responsable de l'assassinat du paysan sans terre Valmir Mota de Oliveira (Keno) et de la tentative d'assassinat d'Isabel do Nascimento de Souza, tous les deux membres de La Via Campesina, attaqués par des gardes privés en 2007 au Brésil.

En mars 2015, l'herbicide Round Up de Monsanto était reconnu comme probablement cancérigène par l'Agence internationale de recherche sur le cancer, branche de l'Organisation mondiale de la santé, basée en France. LVC a dénoncé l'impact criminel de cet herbicide et des autres intrants agricoles toxiques sur les populations et l'environnement.

Les actes criminels des entreprises dénoncée par le mouvement depuis des décennies sont maintenant reconnus au niveau international.

Les entreprises transnationales accaparent de plus en plus les espaces politiques internationaux avec le soutien des pouvoirs en place. La Via Campesina a dénoncé à plusieurs reprises cette situation en 2015, notamment en publiant en juillet une déclaration intitulée « le pouvoir et l'impunité des entreprises transnationales étouffent la voix des peuples du monde ». Dans cette déclaration « La Via Campesina dénonce fortement le fait que les politiques internationales et le processus législatif, qui devraient être déterminés démocratiquement par les citoyens, sont de

plus en plus dominés par les intérêts des grandes entreprises multinationales, avec la connivence des élites gouvernantes. De surcroît, alors que les législations en place laissent impunies les crimes de ces mêmes entreprises, la criminalisation de ceux et celles qui luttent pour défendre les droits humains augmente ». (1)

Au Conseil des Droits de l'Homme de Genève, un groupe de travail a été formé dans le but de créer un instrument international légalement contraignant visant à réglementer les activités des entreprises transnationales. Lors de la première réunion de ce groupe en juillet 2015, il était clair que les États-Unis et l'Union européenne adoptaient un rôle très négatif, tentant de bloquer le processus. Deux délégués de La Via Campesina, de l'Afrique du Sud et du Brésil, ont participé à une réunion de la campagne internationale visant à mettre fin à l'impunité des grandes entreprises et demandant que cette initiative onusienne punisse les crimes commis par les entreprises transnationales.

Le Collectif de La Via Campesina sur les entreprises transnationales s'engage à augmenter la participation de ses organisations membres dans le partage des analyses sur le pouvoir des entreprises, les délits et les abus des entreprises transnationales et les dangers des intrants agricoles toxiques. Une pression civile pour faire reculer le pouvoir des entreprises transnationales reste un objectif important pour le mouvement paysan.

(1) Déclaration de La Via Campesina sur les grandes entreprises transnationales: <http://viacampesina.org/fr/index.php/actions-et-nements-mainmenu-26/non-aux-multinationales-mainmenu-72/1105-le-pouvoir-des-multinationales-et-leur-impunite-etouffent-la-voix-des-peuples>

7

Intégration des migrants et travailleurs salariés dans le mouvement paysan



Photos prises au Forum Social Mondial à Tunis.
(En haut) Membres de La Via Campesina dans une manifestation de solidarité avec les migrants pendant le FSM de Tunis.
(En bas) Une femme membre de La Via Campesina parle aux médias, pendant la manifestation de solidarité avec les migrants pendant le FSM de Tunis.

Parmi ses objectifs, La Via Campesina cherche à donner plus de force aux travailleurs et travailleuses ainsi qu'aux organisations de travailleurs du monde rural et paysan dans toutes les régions du monde, en menant des

actions en faveur des lois qui protègent les paysans des migrations forcées et qui garantissent les droits humains.

Pour ce faire, nous envisageons, comme partie de notre stratégie, de créer des alliances et d'intégrer les travailleurs et travailleuses, saisonniers et migrants, dans notre mouvement. De même, nous estimons qu'il est important de nous impliquer dans les actions de lutte contre l'exploitation du travail des enfants. A cet égard, le collectif estime qu'il est stratégique de coordonner la défense des droits des migrants et des travailleurs/travailleuses ruraux avec notre lutte actuelle pour les droits des paysans.

Paysans et paysannes ruinés par l'agrobusiness et le néolibéralisme

Les marchés financiers et les entreprises agroindustrielles concentrent les pouvoirs et les biens diminuant ainsi la capacité de survie des petites fermes. La précarité oblige un nombre chaque fois plus important d'habitants des zones rurales à abandonner leurs fermes et à émigrer vers les villes. Les politiques libérales, les traités de libre-échange, le développement de l'agriculture industrielle, la concentration des zones de production ont des effets destructeurs sur l'environnement, la biodiversité, le climat et les économies locales, en particulier l'économie paysanne. C'est pourquoi, les paysans, ruinés par ces politiques, représentant un pourcentage élevé des centaines de milliers de migrants à travers le monde, obligés de vendre leur force de travail loin de leurs territoires d'origine. Il devient impossible pour les populations paysannes de trouver des opportunités dans leur pays, elles sont poussées à l'exode rural ou deviennent une main d'œuvre bon marché au service des multinationales. Les cas les plus symptomatiques sont ceux des paysans qui abandonnent leurs fermes pour devenir des travailleurs « lowcost » des géants de l'agriculture comme Monsanto, Cargill ou DuPont. Ce phénomène se produit aussi bien à l'intérieur de leur pays d'origine, comme, par exemple, au Mexique ou en Palestine qu'à l'extérieur. Beaucoup en effet traversent les frontières pour aller travailler chez ceux qui les

obligent à quitter leurs terres. (Cf. la 'Déclaration sur les migrations et les travailleurs ruraux', publiée le 25 mars 2015 dans le cadre du Forum social mondial (FSM) de Tunis.)

Activités réalisées en 2015

En 2015, La Via Campesina a participé à l'élaboration d'une nouvelle '**Déclaration sur les migrations et les travailleurs ruraux**', publiée le 25 mars 2015 dans le cadre du Forum social mondial (FSM) de Tunis. Il s'agit d'un pas important de l'intégration de ce secteur dans les luttes mondiales du mouvement paysan. Il est à souligner, entre autres, l'urgence de mettre fin à la violence et à la répression contre les migrants victimes de ladite lutte contre le terrorisme, de ne pas séparer les migrants sans papiers de leurs familles et de légaliser l'émigration clandestine pour combattre la criminalisation (1).

Une délégation de 35 personnes de La Via Campesina a participé au **FSM de Tunis** où la question des migrations a été au centre des débats.

Cette question a été intégrée au travail de mobilisation mené par La Via Campesina sur la crise climatique. Des leaders paysans de La Via Campesina du Nicaragua, des Etats-Unis, d'Espagne et du Bangladesh se sont organisés pour s'assurer que la lutte des migrants figure à l'agenda de la justice climatique lors de la réunion de la COP21 en France et à celui de la réunion du Collectif international de travail de La Via Campesina sur la Justice climatique et l'Environnement en juin 2015.

Dans le cadre de la COP21, au Forum alternatif mondial de Paris, La Via Campesina a participé à une table ronde intitulée « **Voix des migrants dans la lutte pour la justice climatique** », suivie d'un débat. Ce même débat s'est répété dans la Zone Bleue sous les auspices du gouvernement français et en collaboration avec la Coalition mondiale sur les migrations ayant son siège aux Etats Unis (GCM, Global Coalition on Migration) et Droits Devant, un mouvement français défendant les droits des émigrés.

En juillet 2015, La Via Campesina Brésil a

organisé un **Séminaire national des travailleurs ruraux**, qui a eu lieu à Belo Horizonte, où un représentant du Comité de coordination international de La Via Campesina a parlé de la lutte des migrants à la frontière entre le Mexique et les Etats- Unis. Les participants ont pu échanger sur les nouvelles stratégies développées par les travailleurs ruraux du Brésil pour s'organiser .

Défis et perspectives

Dans de nombreux pays du monde, le défi le plus important pour La Via Campesina, est de favoriser l'organisation des migrants et de créer les espaces qui leur permettront de rejoindre le mouvement paysan de manière autonome. Il est important de développer davantage, et de manière très réactive, les actions de solidarité avec les organisations de migrants et de

réfugiés. La Via Campesina doit inviter à l'action et organiser la résistance à partir de la base.

La protection des travailleurs et travailleuses agricoles constitue un autre défi important pour notre mouvement. Ils devraient pouvoir s'organiser de façon collective avec les mêmes droits que les autres travailleurs.

C'est une tâche qui exige de nouer des alliances avec des universitaires, des groupes de solidarité, des ONG, des consommateurs... De manière plus générale, La Via Campesina s'intéresse aux causes des migrations et non seulement à ses effets en promouvant une agriculture paysanne durable, option viable dans la lutte contre la crise du climat et qui réduit les déplacements liés à la dégradation de l'environnement.

(1) Déclaration: <http://viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/migrations-et-ouvriers-agricoles-mainmenu-41/1064-declaration-de-la-via-campesina-sur-la-migration-et-les-travailleurs-ruraux>

8

Lutte contre l'OMC et les traités de libre-échange

Depuis sa création, La Via Campesina s'est opposée, dans le monde entier, aux politiques de libre-échange considérant qu'ils détruisent les moyens d'existence des paysans et la nature, tout en affectant la santé des consommateurs.

Historiquement, le mouvement paysan a toujours lutté contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et les Traités de soi-disant « Libre »-Echange (TLE). Pour l'heure, notre stratégie consiste à éduquer et faciliter l'organisation des personnes au niveau local, national et international, en dénonçant l'OMC et les accords en négociation (dont l'Accord économique et commercial global (AECG) entre l'UE et le Canada, le Partenariat Trans-

pacifique (TPP) pour les pays riverains du Pacifique et le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) avec ses mécanismes de règlements des différends entre Etats et investisseurs (ISDS) fortement antidémocratiques). La Via Campesina a mis en lumière les dommages causés par ce type d'accords sur l'agriculture durable en particulier et sur la justice sociale en général. Dans notre campagne actuelle contre l'OMC, nous travaillons à donner plus de visibilité aux résultats obtenus lors de nos luttes contre les accords de libre-échange et, tous les 10 septembre, nous rendons hommage à notre camarade Lee Kyung, un paysan coréen qui s'est sacrifié devant les bâtiments de la

Conférence ministérielle à Cancun au Mexique en 2003. Rappelons qu'il avait pendu à son cou une pancarte qui disait "l'OMC tue les paysans".

17 Avril : Journée de mobilisation contre les traités de libre-échange



L'édition 2015 de la Journée internationale des luttes paysannes, le 17 avril, a mis en avant la Campagne contre les traités de libre-échange et les entreprises transnationales. Il s'agit de la principale journée de mobilisation du mouvement des paysans et de leurs alliés à travers la planète qui commémore le massacre de 19 paysans sans-terres au Brésil en 1996. En 2015, plus de 90 actions ont eu lieu suite à l'appel de La Via Campesina. Par exemple, le membre américain de La Via Campesina, les Défenseurs de l'agriculture familiale, et leurs alliés, se sont réunis devant la Bourse de Chicago pour protester contre la procédure de Fast-Track du Partenariat Trans-Pacifique (TPP). Ils considèrent que l'élimination de la procédure de Fast-Track, procédure permettant permis au Président de demander au Congrès d'adopter ou de rejeter le traité commercial sans pouvoir modifier son

contenu par des amendements, permettrait d'empêcher les Etats Unis de ratifier le TPP en mobilisant les parlementaires.

En juin 2015, une délégation de paysans de La Via Campesina a participé au Forum de haut niveau sur le commerce et les marchés, organisé à Rome par le Comité de la Sécurité alimentaire (CSA) intitulé « Etablissement de liens entre les petits producteurs et les marchés ». Afin d'aider les délégués participant à l'événement, La Via Campesina a élaboré un document de travail provisoire sur le commerce et les marchés résumant notre critique des économies libérales et nos propositions pour une nouvelle économie. Ce document est en cours d'élaboration.

OMC à Nairobi : « Notre vie n'est pas à vendre ! »



Paysans et paysannes manifestent contre l'Organisation mondiale du Commerce, pendant la réunion ministérielle de l'OMC à Nairobi.

Cette année l'un de nos grands défis a été de nous mobiliser contre l'OMC lors de la X^{ème} Conférence ministérielle à Nairobi au Kenya. Nous avons dû faire face à de nombreuses difficultés de coordination compte-tenu qu'il n'existe pas dans ce pays une organisation membre de La Via Campesina, mais aussi du fait des différences de langues et de fuseau horaire, des ressources limitées pour les mobilisations internationales et de la complexité des questions relatives à l'OMC et à la spécificité des divers traités de libre-échange.

Néanmoins, La Via Campesina a réussi à mobiliser une solide délégation en décembre à Nairobi avec ce slogan : "L'agriculture n'est pas votre commerce, c'est notre vie. Notre vie n'est

pas à vendre. #ENDWTO. Sortons l'agriculture de l'OMC." Cette mobilisation a été rendue possible suite à une réunion parallèle entre les leaders paysans lors de l'assemblée générale du Comité international de planification (CIP) sur la Souveraineté alimentaire qui s'est déroulée du 30 août au 3 septembre en Inde. Deux organisations clé anti-OMC, membres de La Via Campesina, – l'Association des femmes paysannes de Corée (KWPA) et la Ligue de paysans de Corée (KPL) – ont décidé de prendre la tête de cette mobilisation. Un appel à l'action a été lancé le 10 septembre pour se mobiliser contre la X^{ème} Réunion ministérielle de l'OMC et en mémoire de notre frère et leader Coréen Lee.

Finalement, 50 paysans de La Via Campesina de tous les continents se sont retrouvés au Kenya pour s'opposer à l'OMC avec une forte participation des Coréens. Ils se sont joints à Focus on Global South, la Marche mondiale des Femmes du Kenya, le Centre pour l'application de la constitution, Dandora Must Change et Bunge la Mwananchi, pour demander la fin de l'OMC, "#EndWTO". A Nairobi, plusieurs articles furent publiés par les médias pour rappeler les dangers de l'OMC et des manifestations de rue furent organisées tous les jours. Le 17 décembre, la grande manifestation finale a éveillé la curiosité des passants en créant une prise de conscience parmi la population et en les mobilisant contre l'OMC. Une couverture quotidienne de nos activités dans la presse et à la télévision a été fondamentale pour communiquer notre présence et nos exigences vis-à-vis des délégués de l'OMC. La Via Campesina a également tiré profit de ces événements de Nairobi pour nouer de nouvelles alliances avec les mouvements sociaux kényans en vue d'une future collaboration et mobilisation.

Pour autant, la forte mobilisation de nombreux groupes de la société civile n'a pas réussi à faire basculer les négociations en cours à l'OMC. Du fait des grandes différences entre les membres de l'OMC concernant divers aspects des négociations sur l'agriculture lors des négociations du MC10, certains d'entre nous et des groupes de la société civile, espéraient qu'il n'y aurait pas de résultats

concluants de la réunion et qu'il y aurait de nouveau un échec comme lors des conférences ministérielles de Seattle ou de Cancun. Compte-tenu de l'histoire même de l'OMC, nous craignons que les résultats de cette réunion soit une nouvelle fois en faveur des Etats-Unis, aux dépens des intérêts du tiers monde. Nos appréhensions se sont avérées justes lorsque l'Accord ministériel de Nairobi a été finalement adopté le 19 décembre. Les Etats-Unis ont donc obtenu ce qu'ils voulaient à cette première Conférence ministérielle jamais organisée en Afrique, n'octroyant rien aux pays moins développés, aux africains et autres pays en développement. Plusieurs décisions ont été prises sur l'agriculture, y compris sur l'élimination des subventions à l'exportation : les pays développés étaient supposés éliminer toutes leurs aides à l'exportation dès décembre 2013 mais à Nairobi ils ont réussi à proroger cet engagement jusqu'en 2020, soit 7 ans de délai supplémentaire.

Le mouvement paysan international continuera à s'opposer au développement des politiques soi-disant de libre-échange quel que soit l'espace utilisé pour les faire avancer (OMC, traités de libre-échange ou encore les négociations sur le Climat).

Médias et communication



Amy Goodman de Democracy Now parle avec les paysans et paysannes de la Via Campesina à la COP21 de Paris. Pendant le Sommet, les médias ont repris les messages de LVC sur l'agroécologie et la souveraineté alimentaire.

En 2015, La Via Campesina a continué à développer ses propres médias et a vu augmenter le nombre de ceux qui nous suivent sur Facebook et Twitter. Nous avons environ 14.000 « likes » sur Facebook (comparé aux 11.000 de 2014) et environ 15.500 suiveurs sur Twitter (pour environ 13.000 l'année dernière). Ces chiffres ne font qu'augmenter car nous avons appris à utiliser les médias sociaux pour plus d'événements et en plus de langues. Notre réseau est de plus en plus connecté avec nos membres et régions qui commencent à utiliser de manière plus active les médias sociaux. Parallèlement, nous avons un groupe d'environ 8.900 inscrits à nos listes de diffusion et les sites viacampesina.org et tv.viacampesina.org restent notre principale base de communication.

Plusieurs vidéos ont été réalisées en 2015 couvrant des événements tels que la participation de la Via Campesina au Forum social mondial de Tunis et aux mobilisations sur le climat lors de la COP21 à Paris. Nous avons également édité plusieurs publications pendant l'année, dont une brochure sur des expériences réussies en matière d'agroécologie partout dans le monde et un document sur les lois semencières qui criminalisent les paysans (cf. la liste complète des publications en annexe).

Alors que nos propres médias se développent, notre impact sur les médias généralistes et alternatifs reste encore un

défi à relever. Dans le but d'améliorer la visibilité de notre mouvement, nous avons pris deux initiatives principales en 2015. La première a été d'organiser une formation pour les communicant-es de La Via Campesina qui a eu lieu en juin à Milan. Quinze communicant-es et membres du staff de diverses régions y sont venus pour apprendre les stratégies relatives aux médias. Un journaliste a formé l'équipe à rédiger un communiqué de presse de façon plus efficace afin de faciliter le lien entre tous les canaux de communication au sein du mouvement international.

La seconde initiative a été un séminaire avec les médias citoyens européens en novembre en Turquie. Dix-huit personnes ont participé à cette réunion. Onze d'entre eux représentaient des organisations et réseaux de médias citoyens/alternatifs de différents pays et les sept autres étaient des leaders et des membres du staff de La Via Campesina. Deux réseaux importants de radios communautaires, l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC) et le Forum européen des médias communautaires (CMFE), étaient représentés ainsi qu'un autre média alternatif intéressé par la mise en œuvre d'une collaboration régulière avec le mouvement des paysans.

Cette initiative nous a déjà permis de créer plus de contenu sur nos activités et sera renouvelée sur d'autres continents dans les prochaines années.

9

Justice environnementale et climatique : mobilisation de masse à Paris

En 2015, la justice climatique a été au cœur du programme de mobilisations de La Via Campesina, qui s'est engagée lors de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique, la Conférence des parties (COP21), à Paris en décembre. Plus de 60 leaders de La Via Campesina, venus du monde entier, se sont rendus à Paris pour se joindre à la centaine de paysans de la Confédération paysanne, membre français du mouvement, qui accueillait notre délégation. Ils représentaient les neuf régions du mouvement ainsi que la région Moyen Orient- Afrique du Nord. Ces représentants des paysans ont pris part aux événements organisés tant sur le site officiel de la COP21 que sur les sites parallèles organisés par la société civile. Ils ont donné des interviews à la presse et participé aux discussions stratégiques avec les alliés. La présence des jeunes dans la délégation a été très importante ce qui a encouragé tous ces jeunes à organiser d'autres actions à l'avenir.

La Via Campesina a participé aux mobilisations massives qui ont eu lieu pendant le Sommet de la COP21 à Paris.



Comme les années précédentes, La Via Campesina s'est mobilisée pour demander « le changement du système et non le changement du climat » en dénonçant les multinationales perpétrant des actes criminels contre le climat et les fausses solutions proposées pour la crise environnementale actuelle. Comme l'a déclaré un leader français lors d'une réunion de la délégation: "Pourquoi sommes-nous ici ? Nous n'avons pas l'ambition d'apporter des changements à la COP. La Convention cadre sur les changements climatiques (CCNUC) est un énorme tank qui va de l'avant, en écrasant les populations rurales et en allant droit dans le mur. Si nous sommes ici, ce n'est pas pour gaspiller notre énergie en face de ce tank mais pour démontrer que des alternatives existent ». La véritable solution proposée par les paysans et leurs alliés repose sur la souveraineté alimentaire et l'agroécologie. L'agriculture paysanne durable a un impact positif indéniable sur le climat, ce que les gouvernements ignorent complètement dans leurs négociations.

Forte visibilité

La Via Campesina, grâce à sa délégation importante et colorée, a été très visible au milieu de la société civile lors des événements de la COP21. Le 9 décembre, nous avons organisé une journée sur la Souveraineté alimentaire qui a été suivie par de nombreux groupes. A plusieurs occasions, comme lors des cérémonies d'ouverture et de clôture, on a demandé à La Via Campesina de prendre la tête de l'appel pour la justice climatique. Nous avons aussi organisé une flash-mob, une action de rue surprise, pour protester contre l'interdiction de manifester dans Paris (du fait du niveau de sécurité renforcé suite aux

attentats du 13 novembre et à la promulgation de l'état d'urgence). Des militants ont peint en rouge l'entrée du siège social de Danone pour protester contre les vies perdues du fait de la privatisation de l'eau par les multinationales, des accaparements de terre en Asie et des vies menacées par la promotion que Danone fait pour la soi-disante « agriculture intelligente face au climat ». Cette action directe a été dûment couverte par les médias nationaux et internationaux (1). Le mouvement paysan international s'est également joint aux milliers de manifestants dans les rues de Paris pour les mobilisations "*Le peuple aura le dernier mot*". Ce fut un moment symbolique fort lorsque la délégation LVC a pris la tête de cette manifestation pour le climat depuis l'Arc de Triomphe jusqu'à la Tour Eiffel.

La COP21, tout comme les sommets antérieurs sur le climat, a constitué une étape importante pour nous et nous a permis de renforcer nos alliances avec d'autres mouvements sociaux et des organisations de base.

Comme nous nous y attendions, le résultat de la conférence officielle a été un désastre. Le dernier jour de la négociation, La Via Campesina et la Confédération Paysanne ont publié une déclaration en affirmant que « Après deux semaines où les Etats ont pris le devant de la scène pour se donner bonne conscience, la COP21 est arrivée à un accord qui, comme beaucoup le prévoyaient à l'avance, ne déboucherait sur rien de bon pour les peuples du monde. Aucune décision contraignante pour les Etats et les contributions nationales nous mènent à un réchauffement global de plus de 3°C— les multinationales en sont les principales bénéficiaires. Ce fut essentiellement un cirque médiatique. »

Activités pour la justice climatique en 2015

Les mobilisations de La Via Campesina à Paris faisaient partie d'un intense processus qui s'est déroulé pendant toute l'année 2015 dans le cadre des activités du mouvement concernant le changement climatique.

- Participation en mars d'une **Délégation LVC au Forum social mondial**, à Tunis
- En juin **Réunion du Collectif international de travail LVC sur la Justice environnementale et climatique** au siège national de la Confédération Paysanne à Paris, France.
- Participation au **Sommet mondial sur le Climat et les Territoires**, qui s'est tenu en juillet sous les auspices du gouvernement français pour essayer de donner une légitimité à la COP21 officielle. LVC n'a pas signé la déclaration finale au motif de la mauvaise qualité du contenu et du manque de temps pour consultation.
- Elaboration collective de "**l'Appel à l'action de LVC : COP21**", émis le 3 septembre 2015. Co-production et émission (16 octobre 2015) d'une vidéo animée "**Ensemble nous pouvons refroidir la planète**", réalisée par les membres du Collectif international avec GRAIN. Participation au développement puis signature pour des **plate-formes politiques plus larges et l'adoption d'un message** réclamant une justice climatique et une agroécologie paysanne.
- « **L'adaptation climatique est un droit** », Séminaire organisé par l'organisation membre palestinienne de LVC, Union of Agricultural Work Committees (UAWC) à Ramallah, octobre 2015.
- Participation au **Second Sommet mondial des Peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère**, à Cochabamba, en Bolivie du 10 au 12 octobre.

Défis

Le changement climatique est toujours l'une des principales menaces à l'agriculture paysanne et les fausses solutions proposées par le système capitaliste ne fait qu'empirer la situation. Pour les événements à venir, La Via Campesina continuera à insister pour que l'agriculture paysanne figure à l'agenda de la société civile. C'est un véritable défi car pour aider à radicaliser le mouvement sur la justice climatique qui souvent n'arrive pas à identifier les causes profondes de la crise climatique.

"l'agriculture" est souvent considérée comme un seul acteur alors qu'elle comporte deux modèles qui ne peuvent se réconcilier : l'agro-industrie et l'agriculture à petite échelle. Nous continuerons à participer aux sommets sur le climat et à d'autres réunions dans le but de développer nos alliances avec des organisations de base afin que nos voix soient entendues et

Dans la perspective de la COP 22 à Marrakech en novembre 2017, le mouvement paysan utilisera encore les grandes mobilisations comme étant un espace d'apprentissage pour

les paysans afin qu'ils comprennent mieux ce qui est en jeu avec les politiques climatiques et pour promouvoir l'agroécologie paysanne et la

souveraineté alimentaire comme étant les vraies solutions à la crise climatique.

Le système alimentaire agro-industriel et la crise climatique

Le système alimentaire mondial, qui nous est imposé par les entreprises transnationales, constitue l'une des principales causes de la crise climatique occasionnée par l'action humaine – il dépend des énergies fossiles pour produire, transformer et transporter et il est responsable pour environ 44 à 57% du total des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Malgré cela, les transnationales se présentent comme étant des championnes « climatiques » et ont gagné petit à petit une considérable influence sur les discussions à propos du climat. Lors des réunions de la COP, LVC et les mouvements sociaux ont expliqué comment le marché du carbone, dénommé « mécanisme pour un développement propre (CDM), le REDD et REDD+, bioénergie et les agrocarburants ainsi que la proposition d'un ensemble de mesures par l'agrobusiness pour une " agriculture intelligente face au climat ", sont des propositions fallacieuses qui au lieu de capter les émissions, créent des marchés artificiels et des opportunités pour que les plus grands pollueurs continuent à polluer et fassent peu pour réduire les effets des changements climatiques. »

(1) Vidéo de l'action: <https://tv.viacampesina.org/COP21-action-contre-Danone?lang=en>

Vous trouverez plus de vidéos des mobilisations de La Via Campesina à la COP 21 et de la visite de solidarité à Notre Dame des Landes sur tv.viacampesina.org



Annexe 1 : Liste des publications et vidéos sélectionnés

Titre	Langue
Livres, Rapports et Chapitres	
1. Lois semencières qui criminalisent les paysans: résistance et luttes (brochure)	EN , ES , FR
2. Semeuses de luttes et d'espoir pour le féminisme et la Souveraineté alimentaire! Rapport IVème Assemblée des femmes de La Via Campesina, Jakarta Indonésie	EN , ES , FR
3. Agroécologie paysanne pour la Souveraineté alimentaire et la Terre Mère, expériences de La Via Campesina- Brochure n° 7	EN , ES , FR
4. Forum international sur l'Agroécologie. Nyéléni, Mali – Février 2015	EN, ES, FR
5. Rapport annuel 2014	EN , ES , FR
Communiqués de presse	
1. Lutte des femmes pour la Souveraineté alimentaire contre la violence et l'agrobusiness	EN , ES , FR
2. La Via Campesina lutte contre le féminicide et la violence faite aux femmes	EN , ES , FR
3. Stop aux Lois semencières qui criminalisent les paysans & Défendons les semences locales!	EN , ES , FR
4. Le traité sur les semences mis en danger par la gangrène de la biopiraterie	EN , FR
5. Vous détruisez le Traité sur les ressources phylogénétiques	EN , ES , FR
6. Les droits des paysans appartiennent aux paysans ! Pas un de moins !	EN , ES , FR
7. Non aux traités de libre-échange AECG, TTIP déclare La Via Campesina	EN
8. Des deux côtés du Pacifique – les membres de La Via Campesina s'opposent au TPP – Communiqué de presse conjoint contre le Partenariat Trans-Pacifique (TPP)	EN , ES , FR
9. Le pouvoir et l'impunité des transnationales étouffent la voix des peuples	EN , ES , FR
10. La Via Campesina dénonce la mainmise des intérêts des multinationales sur l'Expo universelle	EN
11. La Déclaration du Forum international sur l'Agroécologie souligne la compréhension commune du concept d'agroécologie	EN , FR
12. Déclaration du Forum international sur l'Agroécologie	EN , ES , FR
13. Mali : La Via Campesina et ses alliés accueillent le Forum international sur l'Agroécologie pour aborder la question de la Souveraineté alimentaire	EN , ES , FR
14. La Via Campesina au Forum mondial social afin de promouvoir la Souveraineté alimentaire	EN , ES
15. 17 avril : les paysans se mobilisent partout dans le monde contre les traités de libre-échange et pour la Souveraineté alimentaire	EN , ES , FR
16. Le 17 avril, nous luttons contre les entreprises transnationales et les accords de libre-échange	EN , ES , FR
17. A Rome, La Via Campesina et d'autres mouvements sociaux lancent un avertissement sur la menace des nouveaux brevets	EN , ES , FR
18. 16 octobre - Journée internationale d'action pour la Souveraineté alimentaire des peuples et contre les entreprises transnationales	EN , FR , ES
19. La Via Campesina défend la Déclaration internationale sur les droits des paysans et des paysannes au Conseil des Droits humains de l'ONU	EN , ES , FR
20. Déclaration conjointe: Deuxième session du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur une déclaration de l'ONU relative aux droits des paysans	EN , ES , FR
21. L'ONU conclut la seconde session pour la Déclaration des droits des paysans et des paysannes	EN

22. Victoire du mouvement paysan dans la lutte pour la reconnaissance de leurs droits au sein de l'ONU	EN,FR
23. L'agriculture paysanne est la bonne solution à la crise climatique. La Via Campesina lance un appel pour action lors de la COP21	EN, ES, FR
24. COP21: La Via Campesina fait entendre la voix des paysans au Sommet des peuples pour le climat	EN, ES
25. COP21: le Rideau tombe sur une mascarade	EN, ES, FR
26. "Nous n'avons pas d'autre issue que de faire gagner le concept de la Souveraineté alimentaire ", Via Campesina à la COP 21	EN
27. En mémoire de Lee, la lutte contre l'OMC continue	EN, ES, FR
28. A Nairobi, OMC recherche une légitimité en Afrique	EN, FR
29. Réunion ministérielle de l'OMC au Kenya : La Via Campesina renouvelle son appel pour mettre fin à l'OMC	EN, ES
30. Le tremblement de terre d'une grande amplitude au Népal a causé d'énormes destructions et une grande souffrance	EN, SP, FR
Communiqués de presse régions LVC	
31. Fermes des mille vaches et crise laitière	EN, ES, FR
32. Une chance pour l'UE d'amender les politiques nuisibles du secteur laitier	EN
33. La fin des quotas laitiers va affecter de nombreuses fermes laitières européennes	EN
34. La crise qui affecte le secteur laitier en Europe: manifestation pendant la réunion du Conseil sur l'Agriculture, Lundi 7 septembre *	EN, FR
35. Oui, nous avons des paysans en Europe et leurs droits doivent être protégés	EN, FR
36. Nous voulons un changement de système et non un changement du climat	EN
37. Lettre ouverte – le lait en poudre en faveur du lait réel pour produire des produits laitiers sains	EN
38. Contre le TTIP pour la Souveraineté alimentaire	EN, FR
39. Les paysannes luttent pour la souveraineté alimentaire, contre la violence et l'agrobusiness	EN, ES, FR
40. Argentine : les paysans se réunissent pour la souveraineté alimentaire	EN
41. Journée internationale des femmes: La Via Campesina de l'Asie du Sud lance un appel pour la justice de genre	EN
42. Déclaration sur la répression actuelle contre les paysans polonais	EN
43. La Coordination européenne de Via Campesina en solidarité avec les migrants	EN, ES, FR
44. Déclaration de la réunion sur l'agroécologie, paysan à paysan	EN, FR
45. La Coordination européenne de Via Campesina – points importants du débat public "Agroécologie dans l'UE"	EN, ES, FR
46. VIème Congrès de la CLOC-Via Campesina: Pour garantir le droit à l'alimentation	EN
47. La Coalition pour une culture sans OGM met en garde le GEAC contre la commercialisation de la moutarde OGM	EN
48. Sri Lanka: Interdiction immédiate de l'herbicide au Glyphosate! – Mouvement national contre les Poisons	EN
49. Déclaration finale du VIème Congrès de la CLOC Via Campesina	EN, ES
50. Inde : Manifestation de masse le 18 mars	EN
Déclarations	
51. Les directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers à un carrefour	EN, ES, FR
52. Nous, venant d'Afrique, du Maghreb et d'autres pays. Déclaration de la Région Afrique 2	EN, FR
53. Déclaration de la Convergence mondiale sur les luttes pour la terre et l'eau	EN, FR
54. Déclaration de La Via Campesina sur les migrations et les travailleurs ruraux, Tunis, mars 2015	EN, ES, FR

55. La Via Campesina condamne les attaques contre le leader de la Via Campesina Brésil et du MST, João Pedro Stedile	EN , ES , FR
56. La Via Campesina particulièrement concernée par la situation du camp de réfugiés palestinien de Yarmouk	EN , ES , FR
57. Message de solidarité de La Via Campesina Internationale en réaction aux violents incidents au Honduras	EN , ES
Vidéos	
1. Ensemble, nous pouvons refroidir la planète	EN , ES , FR
2. Nous sommes La Via Campesina	EN , ES , FR
3. Action de La Via Campesina contre Danone	EN
4. Notre Dame des Landes : Zone à défendre	FR

Annexe 2 : Calendrier 2015: Liste des principales activités (internationales et régionales)

Date	Activité	Lieu
JANVIER		
14-22	Participation au Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture (FMAA) et à la Manifestation « Nous en avons assez ! »	Allemagne, Berlin
24-27	Comité de pilotage du Forum paysan du FIDA	Rome, Italie
31 Jan-3 Fév.	Réunion du collectif Terre, Eau et Territoires	Rome, Italie
FÉVRIER		
31 Jan -7 Fév.	Réunion préparatoire et réunion du groupe de travail gouvernemental sur la Déclaration des droits des paysans et des paysannes de l'ONU	Genève, Suisse
12-16	Echange sur l'agroécologie	Floride
24-27	Forum international sur l'Agroécologie	Centre Nyéléni, Sélingué, Mali
MARS		
8	Journée internationale des Femmes	Mondial
18	Marche contre l'OMC	Inde
24-28	Forum mondial social	Tunisie
	Négociations sur les Droits des paysans	Genève, Suisse
AVRIL		
10 - 17	Congrès de la CLOC	Buenos Aires, Argentine
17	Journée internationale des luttes paysannes (mobilisation contre les traités de libre échange)	Mondial
18-21	Réunion du groupe de facilitation du CCI, réunion du CCI (après le Congrès de la CLOC)	Argentine
MAI		
4-5	Réunion d'Experts sur le traité juridiquement contraignant et le traité des peuples relatif aux entreprises transnationales	Genève, Suisse
18-19	Conférence régionale de la FAO en Europe sur l'agroécologie	Budapest, Hongrie
23	Marche contre Monsanto	Partout dans le monde
JUIN		
1-3	LVC Milan réunion de l'équipe de communication	Milan, Italie
3-5	Expo dei Popoli (Expo des peuples)	Milan, Italie
8-10	Sommet UE-CELAC et Mobilisation	Bruxelles, Belgique
11-13	Réunion préparatoire sur les Ecoles d'Agroécologie	Cantabrie, Espagne
11-14	Réunion du collectif sur le climat (11-12), réunion avec l'Alliance sur le climat (13-14)	Paris, France
25	Forum de haut niveau du CSA. Mettre en relation les petits producteurs avec les marchés	Rome, Italie
	Conférence régionale de la FAO en Amérique Latine sur l'agroécologie	Brésil
JUILLET		
1-5	Séminaire sur les travailleurs ruraux avec les délégués du collectif sur les migrations	Belo Horizonte, Brésil

4-5	Séminaire FIAN et l'Alliance du Traité pour préparer les Groupes de travail ouverts	
6-11	Groupes de travail ouverts sur le traité contraignant relatif aux transnationales (+ réunion préparatoire dans les jours précédents)	Genève, Suisse
AOÛT		
30 Aug- 3 Sept	Assemblée générale du CIP	Inde
SEPTEMBRE		
2-3	Séminaire sur la crise du lait	Parlement européen, Bruxelles
10	Journée internationale de luttes contre l'OMC, Commémoration de Mr. Lee	
13-17	Séminaire " L'adaptation au climat est un droit" avec l'UAWC	Palestine
14-16	Réunion stratégique sur le Traité juridiquement contraignant UE (Amis de la terre Europe)	Marseille, France
20-25	Présence pour la question des droits des paysans / adoption de la prochaine résolution	Genève, Suisse
OCTOBRE		
1-4	Réunion de l'Espace et la Coalition sur le Climat	Paris, France
1-2	Réunion interne LVC sur les semences	Rome, Italie
3-4	Réunion du CIP (3) puis avec les alliés (4)	Rome, Italie
5-9	Réunion de l'Organe directeur du traité sur les semences	Rome, Italie
12-16 *	Réunion du CSA	Rome, Italie
16	Journée internationale de la Souveraineté alimentaire	Mondial
	Réunion du comité de pilotage du Forum paysan du FIDS (en lien avec le CSA)	Rome, Italie
	Conférence régionale de la FAO en Afrique sur l'agroécologie	Sénégal
NOVEMBRE		
5-6	Séminaire pour les organisations d'Afrique du Nord et du Moyen Orient (MENA)	Izmir, Turquie
8-12	Evénement médias citoyens LVC	
	Consultation sur les droits des paysans	Genève, Suisse
25	Journée internationale des luttes contre les violences faites aux femmes	Mondial
29	Manifestation de masse contre la COP21	Paris, France
DÉCEMBRE		
5-6	Foire mondiale sur les alternatives	Paris, France
8 - 9	"Journée de l'agriculture paysanne "	Paris, France
13	"Le dernier mot !" Manifestation de masse	Paris, France
15-18	Réunion ministérielle de l'OMC	Nairobi, Kenya
18	Journée internationale des migrants	Mondial
	Conférence régionale de la FAO en Asie sur l'agroécologie	Thaïlande



LA VIA CAMPESINA

La Via Campesina est un mouvement international qui défend une agriculture durable de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Il rassemble des millions de paysannes et de paysans, de petits et de moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du monde rural, d'indigènes, de migrants et de travailleurs agricoles... Le mouvement s'oppose clairement à l'agriculture industrielle et aux entreprises multinationales qui détruisent les personnes et l'environnement. Ses 164 organisations membres sont présentes dans 73 pays du monde.



www.viacampesina.org et <http://tv.viacampesina.org>
Suivez nous sur Facebook ([facebook.com/viacampesinaofficial](https://www.facebook.com/viacampesinaofficial)) et sur Twitter ([@viacampesinaFR](https://twitter.com/viacampesinaFR))